

De l'abstention, du « moindre mal » et du vote utile...

Gilbert Molinier

Front National
1981 : 0,2% ;
2002 : 16,8% ;
2015 : 30,6% ;
2017 : 33,9% ;
2022 : ?

De tous côtés, on enjoint à tous, *communistes* et *insoumis* en tête, de voter pour Emmanuel Macron au deuxième tour de l'élection présidentielle, le 7 juin prochain pour faire barrage à Marine Le Pen. On entend qu'il faut barrer la route du pouvoir au Front National, parti d'extrême-droite, voire d'obédience fasciste, dont on retrouve des filiations, soit dans l'Allemagne nazie des années trente, soit dans l'Italie mussolinienne des années vingt, soit dans la France pétainisme des années quarante.

I / 2017. Paris. Le « moindre mal ». Le point de départ actuel

Évidemment, on souligne à l'envi qu'il ne s'agit pas de prendre fait et cause pour le programme du candidat, encore moins de faire allégeance à une politique -dite ni de droite, ni de gauche-, soit tout entière au service des banques ; rien de tout cela. Cette injonction veut se situer au-delà de ces contingences terrestres ; il s'agit de sauver la Démocratie ; il s'agit de sauver la République ; il s'agit de sauver NOS Valeurs -Liberté ; Égalité ; Fraternité- qui les fondent. Or, ainsi chaussées de majuscules, ces valeurs ne sont que des abstractions métaphysiques, et on ne voit pas en quoi l'Allemagne nazie, l'Italie mussolinienne ou bien encore la France pétainisme a détruit ou aurait pu détruire ou pourrait détruire l'idée de Liberté, l'idée d'Égalité ou même l'idée de Fraternité. Mais elles ont, concrètement, dans des conditions historiques et politiques concrètes, supprimé les conditions concrètes d'exercice des libertés de la presse, de la liberté d'opinion...

On l'entend déjà, l'élection d'Emmanuel Macron sera une victoire par défaut. Le beau gosse est aussi un sale gosse : il sent trop le fric. On l'entend aussi de plus en plus fort, l'élection d'Emmanuel Macron sera « *un moindre mal* ». Avec lui, l'essentiel sera sauvé. C'est-à-dire que, comme à l'habitude, le prix à payer sera lourd ! L'idée de Fraternité sera conservée, mais tant pis pour l'égalité concrète des salaires, tant pis pour l'égalité concrète des droits à la santé, etc. L'idée de liberté syndicale sera garantie, mais tant pis pour l'exercice -voire l'existence- du libre exercice concret des droits syndicaux ! Tant pis pour les services publics ! Tant pis pour le droit du travail ! On préservera l'idée du droit au travail pour chacun et pour tous, c'est promis. D'ailleurs, tout cela n'est-il pas inscrit et garanti dans la Constitution ? Etc. Or, ces renoncements et ces abandons ne sont pas nouveaux. Ils accompagnent la vie de la Cinquième République. Ils sont les conditions mêmes de l'émergence et de la prospérité de l'extrême droite. Cette injonction à voter pour Emmanuel Macron réalise exactement le contraire de ce qu'elle prétend vouloir. Quelques points de repères, sachant que, et cela est bien connu, l'histoire n'apprend rien.

II / 1932. Berlin. Le « *moindre mal* ». Un point de départ historique

Court rappel historique. Puisqu'il est question de filiation... Une politique du « *moindre mal* », dit-on... N'est-ce pas sur la paternité de ce mot d'ordre actuel du « *moindre mal* » et des conditions historiques et politiques de son usage inflationniste qu'une historienne d'aujourd'hui réfléchit ? Récemment, Annie LACROIX-RIZ écrit : « Les historiennes, dont je suis, doivent expliquer en quoi la tactique du « *moindre mal* », illustrée aux élections présidentielles d'avril 1932 par le choix d'Hindenburg contre Hitler opéré par le SPD (parti socialiste, soutenu par son syndicat organique (l'ADGB) qui prônait *officiellement* depuis 1931, avec Fritz Tarnow 'un mariage de raison' avec les patrons : 'Ne devons-nous pas être le médecin au chevet du capitalisme ?') a élevé un barrage contre Hitler. C'est le même Hindenburg qui, *officiellement*, appela Hitler au poste de chancelier en janvier 1933 (combien de mois après les présidentielles ?), mais les véritables promoteurs de ce choix étaient les principaux délégués du capital financier en Allemagne et hors d'Allemagne, France, Grande-Bretagne et États-Unis compris, unanimes sur ce point depuis 1930-1931 au sein de la Banque des règlements internationaux de Bâle. C'est le tandem SPD-ADGB qui s'opposa au Front commun proposé par le KPD (eh oui, le KPD 'gauchiste' soi-disant responsable de la venue d'Hitler au pouvoir) contre le coup d'État de juillet 1932 de Goering en Prusse (contre le gouvernement SPD) en arguant qu'on avait bien le temps et que les législatives de novembre 1932 régleraient le problème. C'est le même tandem qui refusa la grève générale proposée par le même KPD fin janvier 1933 au motif que la décision était légale et que les législatives à venir donneraient tous apaisements. Puis, mais si, mais si, qui fit même des grâces (en se délestant de ses membres juifs) et jusqu'à des offres de services au nouveau régime après avoir participé à la mascarade du 1er mai 1933, jour précédant l'interdiction des 'syndicats libres' (dont l'ADGB) en Allemagne. »

Qu'est-ce qui constitue l'essentiel des positions politiques des partis sociaux-démocrates européens, plus particulièrement allemands et français -et cela est vrai pour les Italiens, les Grecs, les Espagnols...- tout au long du XXème siècle ? Un mot les résume, contenu dans le titre programmatique d'un ouvrage du journaliste berlinois Sebastian Haffner, ***DER VERRAT***¹ (***LA TRAHISON***). On pourrait retracer la longue série des trahisons du SPD, de celle de la Révolution allemande de 1918-1919, de celle des assassinats de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ; les assassinats de tant de militants communistes du DKP pendant la République de Weimar, de leur déportation entre 1933-1945, soit à Buchenwald dans la banlieue de Weimar, soit à Sachsenhausen dans la banlieue de Berlin, Etc.

III / 1982. Paris. Mitterrand ou le marchepied du Front National

Si l'on veut prendre une position éclairée sur le vote du 7 mai 2017, il convient de partir de cet endroit en le considérant lui-même comme résultat. Plus précisément, quelle est l'origine de la montée du Front National en France ? En restant dans le cadre de la Cinquième République, on en retrouve aisément le point de départ un 8 mai 1982. Cette histoire est consignée dans un ouvrage

¹ S. Haffner, *Der Verrat. Deutschland 1918/1919*, Berlin, Verlag 1900, 2002, ISBN 3-930278-00-6.

récent cosigné par Emmanuel Faux, Thomas Legrand et Gilles Perez, *La Main droite de Dieu. Enquête sur François Mitterrand et l'extrême droite*². On peut y lire que :

a) Le 8 mai 1982, Jean-Marie Le Pen écoute un discours que François Mitterrand prononce à Orléans. Ce dernier déclare : « *L'unité nationale, ce n'est pas l'uniformité, c'est le pluralisme des opinions, le choc des idées.* » Jean-Marie Le Pen décide de saisir la balle au bond. « Le Front national n'en finit pas de végéter : 0,2 % des voix aux élections législatives de juin 1981 et pas mieux aux cantonales de mars 1982. Conséquence : aucune chaîne de télévision n'a pris la peine de se déplacer pour le congrès du FN qui vient de s'achever en cette fête de Jeanne d'Arc. Jean Marie Le Pen n'apprécie pas cette absence. Et il le fait savoir en écrivant à l'Élysée. L'appel présidentiel au respect du pluralisme vient à point nommé. »

b) Sur les conseils de Michel Charasse, François Mitterrand signe, le 22 juin, une réponse écrite à Jean-Marie Le Pen : « *Il est regrettable que le congrès d'un parti soit ignoré par Radio-Télévision. [...] Elle ne saurait méconnaître l'obligation de pluralisme qui lui incombe [...]. L'incident que vous signalez ne devrait donc plus se reproduire. Mais d'ores déjà, je demande à Monsieur le Ministre de la Communication d'appeler l'attention des responsables des sociétés Radio-Télévision sur le manquement dont vous m'avez saisi.* »

François Mitterrand a ainsi pris des mesures conséquentes visant à contraindre les médias à accorder une place importante à la médiatisation du Front National. On peut lire à ce sujet dans *La main droite de Dieu* : « *La première chaîne, alors publique, se montre la plus zélée. (...) Annick Beauchamps se souvient de s'être fait imposer la présence du président du Front national : « C'était en fin d'après-midi, Alain Chaillou et moi-même, nous avons reçu l'ordre d'inviter, pour le journal de 23 heures, Jean-Marie Le Pen, et c'était un ordre suffisamment précis pour qu'on soit obligés d'y obéir.* »]

Pour François Mitterrand et le Parti Socialiste³, à partir de 1982, le Front National a ainsi été un moyen essentiel de préserver une hégémonie électorale que menaçait leur politique de « *rigueur* ». Quel va être le destin de cette géniale stratégie machiavélique ? Sans doute François Mitterrand pensait-il interdire pour mille ans toute possibilité pour la droite de le mettre en minorité. Détesté de tous, il termina ses deux septennats et dû laisser la place à Jacques Chirac. Son plan de confinement du Front National avait lamentablement échoué.

² E. Faux, T. Legrand, Gilles Perez, *La Main droite de Dieu. Enquête sur François Mitterrand et l'extrême droite*, Seuil, Documents, 1994, 272 pages, EAN 978 2020211024. Des extraits de l'ouvrage sont accessibles aux adresses : <http://michel.delord.free.fr/maindroite.pdf> et <http://lepcf.fr/LA-MAIN-DROITE-DE-DIEU>

³ En 1982, au moment où l'opération de promotion du Front National a été lancée, François Hollande et Ségolène Royal faisaient déjà partie de l'entourage de François Mitterrand et de son gouvernement. On trouve parmi les ministres en exercice au sein du gouvernement de Pierre Mauroy en 1982 Gaston Defferre, Michel Jobert, Charles Fiterman, Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Bérégovoy, Robert Badinter, Claude Cheysson, Charles Hernu, Jack Lang, Edith Cresson... En juin 1982, un blocage des prix et des revenus a eu lieu, le motif déclaré étant de contrer l'inflation. La politique gouvernementale se trouvait déjà « sous tension ». [...] La politique dite de 'rigueur' sera ouvertement déclarée en mars 1983. Les ministres du nouveau gouvernement Mauroy étaient Jacques Delors, Pierre Bérégovoy, Gaston Defferre, Charles Fiterman, Robert Badinter, Claude Cheysson, Charles Hernu, Michel Rocard, Laurent Fabius, Alain Savary, Edith Cresson, Roger Quilliot, Michel Crépeau et Marcel Rigout.

IV / 1982-2002. Prisonniers des mâchoires de la tenaille consensuelle.

Alors qu'il est le Premier ministre de Jacques Chirac, Lionel Jospin, alors Premier ministre, suit la ligne des privatisations entamée en 1986 avec la même application que les Présidents Mitterrand et Chirac. Ouvrant la campagne électorale de 2002, Jospin affirme que son « *programme est moderne, mais pas socialiste* ». Jamais un Gouvernement n'avait procédé à autant de privatisations de grandes entreprises. Un article de *Ouest-France*⁴ fait le point sur le démantèlement de l'appareil productif.

« 6 août 1986 - Le grand soir des privatisations. / Saint-Gobain, l'un des fleurons industriels du pays, ouvre le bal. Lancée en décembre 1986, l'opération est un succès. Plus de 8 milliards de francs rentrent dans les caisses de l'État. Suivent TF1 (4,4 milliards de francs), la BNP (12,8 milliards de francs), la Société Générale (17,2 milliards de francs) ou encore Suez (14,9 milliards de francs).

1988-1992 - La politique du « ni, ni ». / Avec la réélection de François Mitterrand en 1988, c'est le temps de la politique du « ni, ni... » (ni privatisation, ni nationalisation). Aucune privatisation ne se fait plus en application de la loi du 6 août 1986. Cependant, la période connaît une série de privatisations partielles, soit par la cession d'activités de certaines entreprises publiques (les filiales de la parachimie sont cédées au groupe Total), soit par la réduction du capital contrôlé par l'État (c'est le cas d'Elf Aquitaine) ou encore par l'ouverture du capital de Renault, en 1990.

1993-1995 - Edouard Balladur, 'champion des privatisations'. / En 1993, Edouard Balladur est appelé à Matignon (deuxième cohabitation). La France connaît une nouvelle vague de privatisations. L'État se sépare de ses entreprises pétrolières. La quasi-totalité des actifs de Total et d'Elf-Aquitaine sont écoulés en 1993. Au total, le gouvernement a engrangé quelque 114 milliards de francs grâce aux ventes de ses entreprises publiques. Ce qui vaudra à Édouard Balladur le titre de 'champion des privatisations', quelques années plus tard.

1995-1997 - Juppé dans la continuité de Balladur. / Le gouvernement d'Alain Juppé poursuit sur la dynamique initiée par son prédécesseur. Entre 1995 et 1997, l'État abandonne Péchiney, Usinor-Sacilor et la Compagnie générale maritime. Renault connaît une ouverture supplémentaire de son capital. Bilan de l'exercice : 40 milliards de francs sont récoltés en 18 mois.

1997-2002 - **Lionel Jospin, le premier ministre qui a le plus privatisé.** / La gauche revient au pouvoir en 1997. Lionel Jospin, le nouveau locataire de Matignon, va passer maître dans l'art des privatisations partielles, autrement dit des simples ouvertures de capital, comme celui de France Télécom. L'opérateur historique est mis en bourse dès 1997. Suivront Air France, les Autoroutes du sud de la France, Thomson et EADS. Particulièrement efficace, la politique de privatisation du gouvernement Jospin rapporte 210 milliards de francs, entre 1997 et 2002. **Ce qui fait de Lionel Jospin, le Premier ministre qui a le plus privatisé de l'histoire de la V République.**

⁴ M. LEHOT, « Privatisations. La grande vague des années 80-90 », <http://www.ouest-france.fr/economie/privatisations-la-grande-vague-des-annees-80-90-272238#ma-commune>

Cet immense programme de privatisations s'accompagne d'une politique « *sociale* » désastreuse pour les ouvriers, les employés, les fonctionnaires et l'ensemble des salariés. Ce démantèlement de l'appareil productif est immédiatement suivi de nombreux plans de licenciements désormais nommés « *plans sociaux* ». Droite et gauche, main dans la main, s'attaquent avec la même brutalité aux droits acquis de longue lutte, retraites, santé, école... Pendant ce temps, ils se partagent, les postes, les médailles, le fric. Comment ne pas imaginer, après une si longue période de déconvenues, de reniements, de trahisons répétées et concertées des dirigeants de gauche et de droite, comment ne pas imaginer sur une si longue période marquée d'incessantes affaires de corruption de si nombreux dirigeants politiques, trop souvent impunies, que les citoyens n'aient pas cherché de solution politique pour échapper à l'emprise de ces deux mâchoires consensuelles ?

V / 21 avril 2002. La planche du tremplin consensuel se brise dans un grand fracas

L'élection présidentielle du premier mandat quinquennal de la Cinquième République intervient après cinq ans de cohabitation entre le Premier ministre socialiste, Lionel Jospin, et le président de la République, Jacques Chirac. Tous deux sont donnés favoris tout au long de la campagne, mais souffrent de leur grande proximité programmatique. Lionel Jospin affirme que son programme est 'moderne, mais pas socialiste', ce qui augmente la confusion.

À la surprise générale, le premier tour place en tête Jacques Chirac (19,88 %) et Jean-Marie Le Pen (16,86 %). Lionel Jospin arrive en troisième position avec 16,18 % des voix. C'est la deuxième fois qu'un candidat de gauche n'est pas présent au second tour d'une élection présidentielle sous la Vème République et la première fois qu'un candidat d'extrême-droite y figure.

Au second tour, Jacques Chirac l'emporte avec 82,21 % des suffrages, grâce au soutien massif de la gauche, qui applique le concept de *front républicain* face au candidat du Front national. Cette élection va marquer durablement la vie politique française. Cependant, le Président Chirac ne tiendra aucun compte de ce coup de semonce. Cependant, le parti socialiste ne tiendra aucun compte de ce coup de semonce. Sur la tête du premier et nombre de ses proches continuent de planer les soupçons d'emploi fictifs à la Mairie de Paris alors qu'il était le Maire de Paris. Etc. Sur la tête du second s'accumulent diverses affaires de corruption présumées.

Sous la dernière présidence de Jacques Chirac, c'est au tour des sociétés d'autoroute d'être libérées par l'État. La période 2002-2007 est également marquée par l'introduction en bourse de Gaz de France et d'EDF. Question ? Après avoir démantelé le patrimoine industriel, après avoir démantelé le droit du travail, le droit social, et après que la gauche ait plébiscité l'élection d'un Président de la République de droite, la République est-elle sauvée ? Le danger de ladite extrême-droite est-il jugulé ? S'est-il même éloigné ?

VI / 6 mai 2007. L'élection du Président Nicolas Sarkozy. La grosse voiture...

Le 6 mai 2007, les Français élisaient le nouveau Président de la République, Nicolas Sarkozy. Le mouvement des privatisations connaît paradoxalement un coup d'arrêt avec son élection. Celui à qui sera reproché de favoriser les milieux d'affaires tout au long de son quinquennat, a stoppé de façon spectaculaire les cessions d'actifs de l'État. Mis à part l'ouverture du capital de La Poste, Nicolas Sarkozy s'est singularisé en se tenant à l'écart des grandes vagues de privatisations. Sous son mandat, l'État a même repris une participation dans STX, le chantier naval de Saint-Nazaire.

Il avait d'autres chats à fouetter ; Jean-Marie Le Pen l'a bien vu et bien dit. Après l'élection de Nicolas Sarkozy, il déclara : « **Nicolas Sarkozy a été élu sur mon programme.** » Voulait-il dire que son programme, dit d'extrême-droite, était déjà majoritaire en France ?

A peine élu, le Président Sarkozy, assisté de son Premier ministre, François Fillon, se mettait à la tâche. Dès le mois de mai 2007, il créait le **Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire**, initialement appelé **Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Co-développement**. Ce ministère fut créé par le décret du 18 mai 2007 (gouvernement Fillon). Ce ministère a été occupé du 18 mai 2007 au 15 janvier 2009 par Brice Hortefeux puis par Éric Besson jusqu'au 13 novembre 2010. Ce ministère ne reprenait-il pas à son compte les thèmes et thèses majeurs de la politique prônée par le Front National en matière d'immigration, de nationalisme, d'identité nationale ?

La question de l'*identité* va hanter le quinquennat Sarkozy. Jean-Marie Le Pen ne pouvait pas si bien dire. En ayant l'objectif de récupérer l'électorat du Front National, Nicolas Sarkozy et François Fillon vont s'appliquer pendant cinq années à créer un énorme potentiel de voix au Front national. Par exemple...

L'été 2010 fut très chaud, l'un des plus chauds du XX^{ème} siècle, dit-on ; une sorte de record historique. Sur le front politique, les vents furent violents. Dans la cour des grands valsaient les milliards autour du couple Bettencourt-Woerth sur fond de soupçons de conflits d'intérêts, fraudes fiscales, financement occultes de partis politiques, évasion de capitaux, distribution de médailles... Dans la cour des petits on fit grand cas du braquage raté d'un casino -20 000 euros volés aussitôt récupérés. On déplora un blessé chez les policiers, on se réjouit du nom du malfrat, Karim Boudouda. Puis il y eut des émeutes au cours desquelles des dizaines de voitures brûlèrent ; on tira sur les policiers. Profitant de l'occasion, le président de la République descendit à Grenoble pour y délivrer un discours⁵ qui fit beaucoup de bruit. On dispute encore de la nature exacte de ce discours. Celui-ci y annonça qu'il convenait de mener une « *guerre nationale* » contre les « *voyous* ». Il précisa le sens qu'il entendait donner à cette *guerre nationale* et circonscrit le grand cercle des *voyous* en établissant clairement un parallèle entre la délinquance et l'immigration : « **Nous subissons les conséquences de 50 années d'immigration insuffisamment régulées qui ont abouti à un échec de l'intégration.** » Il demanda à ce que la nationalité française puisse « être retirée à toute personne d'*origine étrangère* qui aurait volontairement porté atteinte à la vie d'un policier, d'un gendarme, ou de tout autre 'dépositaire de l'autorité publique'. » Soulignant qu'en 2009 « **le taux de chômage des étrangers non communautaires a atteint 24 %** », soit plus de deux fois la moyenne nationale, il souhaita « que l'on évalue les droits et les prestations auxquelles ont aujourd'hui accès les *étrangers en situation irrégulière* ».

Pour les uns, l'affaire était entendue. Il ne leur en fallut pas plus pour qu'ils déclenchassent aussitôt une sorte de ce qu'on appelle en France *sursaut républicain* : on fustigea le « *racisme officiel* » (Arnaud Montebourg), le « *délinquant constitutionnel* » (Edwy Plenel), le « *voyou de la République* » (Jean-François Kahn) ; on chercha aussitôt une généalogie, une filiation et on retrouva aussitôt les origines « *pétainistes* » (Alain Badiou), celle « *des années trente de triste souvenir* », celle des « *années noires* »... voire même « *nazies* » (Michel Rocard) ; on dit même que les mesures d'expulsion des Roms rappelaient « *les souvenirs de la Gestapo* » (*Times*)... D'aucuns

⁵ N. Sarkozy, Président de la République, *Discours de Grenoble*, 30 juillet 2010.

jugèrent l'affaire si grave qu'ils trouvèrent cette année-là une bonne raison de préparer une grande manifestation le 4 septembre à Paris contre la politique sécuritaire de Nicolas Sarkozy à l'occasion du 140e anniversaire de la proclamation de la Troisième République par Gambetta.

Les autres, bien souvent les mêmes, mais contradictoirement, préférèrent ranger ces sorties présidentielles dans le grand sac politicien. Jean-Pierre Chevènement croit déceler une « *politique de l'esbroufe*. »⁶ Laurent Fabius entend pointer une « Une présidence *gesticulatoire* »⁷, le PCF entend dénoncer des « *gesticulations extrémistes* ». Un autre, psychologue, voit un président « *fébrile* ». (Bernard Thibault) Etc. En réalité, bien loin de condamner les fondements de la politique actuelle, ces déclarations consensuelles sur le fond ne faisaient qu'en confirmer la portée.

La médaille revenait à l'actuel président du Conseil Constitutionnel. A une question posée par un journaliste du *Parisien*, à Laurent Fabius : « Avez-vous été surpris par la violence des derniers incidents survenus à Grenoble et à Saint-Augustin ? », celui-ci répondit : « Malheureusement non. **Monsieur Sarkozy ne règle pas les difficultés, il se contente de les nommer.** »⁸

Il est difficile d'évacuer une inquiétante dimension raciste parasitant les propos du président de la république. L'essentiel tient en deux phrases, à décrypter, la première prononcée par le président de la République dénonçant : « **les problèmes que pose le comportement de certains parmi les gens du voyage et les Roms** »⁹ ; la seconde prononcée par le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux : « ... **beaucoup de nos compatriotes sont à juste titre surpris en observant la cylindrée de certains véhicules qui traînent des caravanes.** »¹⁰

Benoist Apparu, secrétaire d'Etat au logement, reprenait sur les ondes : « **Dans ma commune de Châlons-sur-Marne j'entends des gens me dire : ils ne déclarent aucun revenu et ils ont pourtant une grosse caravane tirée par une grosse voiture allemande** ».¹¹ Dominique Paillé, porte-parole de l'UMP, reprit sur la même antenne : « **Je connais bien la communauté des gens du voyage. Je me suis, comme beaucoup de compatriotes, interrogé quand je voyais d'énormes voitures tirer d'énormes caravanes alors même que les ressources des familles qui vivaient à l'intérieur étaient totalement inexistantes. Il y a là quelques points d'interrogation qu'il faut lever** ».

N'est-ce pas un discours d'extrême-droite ?

⁶ P. Martinat, « Jean-Pierre Chevènement dénonce la politique de l'esbroufe de Sarkozy », in *Le Parisien.fr*, 20 août 2010.

⁷ R. Lucas, P. Martinat, « Une présidence gesticulatoire », interview de Laurent Fabius, in *Le Parisien*, 25 juillet 2010.

⁸ R. Lucas, P. Martinat, « Une présidence gesticulatoire », interview de Laurent Fabius, in *Le Parisien*, 25 juillet 2010.

⁹ T. Sérafini, J.-M. Sicot, « Roms et gens du voyage : le tour de vis de Sarkozy », in *Libération*, 29 juillet 2010.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Europe 1, 29 juillet 2010, L'UMP, les Roms et les grosses voitures, <http://www.europe1.fr/Politique/L-UMP-les-Roms-et-les-grosses-voitures-243111/>

2017. Fin de campagne électorale...

Entre-temps, nous avons dû avaler pendant cinq ans cette *présidence normale* et son motocycliste, avec tous ces gens qui ont continué à ne rien vouloir comprendre, trop préoccupés qu'ils étaient d'eux-mêmes, de leurs intérêts, de leur carrière, de leur fric, de leur fortune... Et cela risque de durer encore un temps, mais cette fois, un temps très incertain...

Il y a encore quelques naïfs, et quelques profiteurs, bien trop nombreux, pour nous faire croire que Macron serait le dernier rempart contre l'extrême-droite. Et en plus, ils voudraient nous faire croire que cela est une question de courage politique ! La plaisanterie n'a-t-elle pas assez duré ? Croire et faire croire que l'on pourrait endiguer sa progression en allant voter pour ce jeunot, c'est vraiment se moquer du monde. Si l'on voulait vraiment faire barrage au Front National, il y a et il y avait bien d'autres choses à faire ces quarante dernières années -dont quelques-unes un peu plus risquées- que d'aller voter.

Marine Le Pen sait qu'elle a perdu cette fois-ci, mais relativement. Mais elle sait que le FN a progressé. En 35 années, son parti est passé de 0,1% à 40% des suffrages exprimés. Elle sait aussi qu'elle n'a pas encore le personnel politique suffisant pour former un gouvernement complet... Mais la prochaine fois...

Allez voter, dites-vous ! NON ! Un peu de respect pour les morts ! Cet-après-midi, je vais aller me promener dans Berlin, d'abord dans le *Tiergarten*, marcher le long du *Großerweg*, saluer Karl Liebknecht ; ensuite, j'irai le long du Landwehrkanal sous le Lichtensteinbrücke, saluer Rosa Luxemburg.

Berlin, le 7 mai 2017

Gilbert Molinier